

# Le dialogue politique dans l'impasse

(PANA) La perspective d'un dialogue politique semble très éloignée en Mauritanie, du fait des positions antagoniques des protagonistes, davantage éloignés les uns des autres, par le contexte de putsch à répétitions qui vicie dangereusement le climat politique, dans ce pays ouest-africain à forte affinité arabo-islamique. Lors des tentatives de déstabilisation récurrentes dénoncées par les autorités ces derniers mois, l'opposition a renvoyé dos à dos le régime en place et les présumés putschistes, estimant que c'est «le blocage politique et l'impossibilité d'accéder au pouvoir par les urnes, qui ouvrent la voie à toutes les aventures». L'opposition réclame régulièrement, l'ouverture d'un dialogue et estime que celui-ci est «une nécessité incontournable», mais c'est pour regretter que cette offre républicaine, «ne rencontre point d'échos favorable du côté du pouvoir».

Cette position est celle de Mohamed Khouna Ould Haidallah, ancien chef de l'Etat (1980-1984) et ex-candidat à l'élection présidentielle du 7 novembre 2003. Du côté du pouvoir, on assure ne guère refuser le dialogue, mais c'est pour préciser que le régime du "bien élu" Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya s'estime en attente de trouver en face de lui, "une opposition crédible, qui refuse solennellement, de flirter avec des mouvements clandestins". Selon le porte-parole du gouvernement Hamoud Ould Abdi, le pouvoir n'a que faire au contraire, "d'une opposition qui dénie la légitimité à un pouvoir démocratiquement élu". Le camp du président Taya ne se retient même plus, de faire une nette différence, entre les différents partis d'opposition avec la part belle pour «l'Union des forces de progrès et le Front populaire, les seuls qu'il considère comme ayant une certaine respectabilité». A quoi Ahmed Ould Daddah, le président du Rassemblement

des forces démocratiques (RDF) rétorque, que «c'est le peuple qui donne la légitimité et non les partis d'opposition». En fait, ajoute Ahmed Ould Daddah, «poser cette reconnaissance comme préalable, trahit au contraire, un réel déficit de légitimité". Quant au président de l'Alliance populaire progressiste (APP), Messaoud Ould Belkheir, il considère le pouvoir en Mauritanie comme «illégitime depuis le 12 décembre 1984». Ces positions antagonistes rendent le dialogue actuellement impossible entre pouvoir et opposition dans le pays. Mises l'une dans l'autre, elles dénotent de l'existence d'une crise politique, même si son degré d'intensité et de prégnance réelle sur la marche des affaires, ne font naturellement guère l'unanimité, selon que l'on soit dans un camp ou dans l'autre. Aux yeux des citoyens ordinaires dont une large partie s'apprête à payer un lourd tribut aux attaques acridiennes les plus dommageables de ces dernières décennies, la classe politique mauritanienne dans son ensemble, fera preuve d'engagement et de patriotisme, si elle peut avoir pour souci, de minorer autant que possible, les répercussions de ses querelles internes, à la fois sur le plan économique et social.

On rappelle que le président mauritanien avait dénoncé en juillet dernier, lors d'un voyage à Kiffa (600 kilomètres à l'Est de la capitale), la gestion du pays et promis d'apporter des changements. Toutefois, il n'avait pas formellement évoqué ce jour-là, l'éventualité d'un dialogue ou d'une possible ouverture vers l'opposition. Après une année 2003 marquée par la sanglante tentative de coup d'Etat du 8 juin et une élection présidentielle agitée, le régime du président Taya avait également dénoncé en août et septembre 2004, deux plans de déstabilisation dont le but est selon lui, de permettre aux présumés auteurs, de s'emparer de son pouvoir consolidé plus d'une fois, par la voie démocratique des urnes depuis son acquisition par les armes, le 12 décembre 1984.